

Publications scientifiques : le symptôme Ocorrafoo Cobange

Il s'appelle Ocorrafoo Cobange. Biologiste, il cherche au Wasee Institute of Medicine d'Asmara, capitale de l'Erythrée. Il se passionne pour les plantes et le cancer à l'échelon moléculaire. Comme tous les chercheurs du monde, en Erythrée comme ailleurs, il doit publier pour vivre; au moins autant que l'inverse.

Les travaux d'Ocorrafoo Cobange étaient de qualité. Suffisamment pour que le *Journal of Natural Pharmaceuticals* accepte de publier sa dernière recherche sur une molécule a priori fort intéressante, extraite d'un lichen et, semble-t-il, possiblement anticancéreuse. Champagne! Cette revue (www.jnatpharm.org/) n'est pas une inconnue. Elle est indexée sur plusieurs bases de journaux scientifiques. Elle se décrit comme un *peer reviewed journal*; un titre doté d'une rédaction faite d'enseignants en sciences pharmaceutiques travaillant dans diverses universités situées un peu partout dans le monde. Elle est en outre la propriété de l'une des 270 revues de la compagnie Medknow, basée en Inde; Medknow, soit deux millions d'articles téléchargés par mois dans les milieux internationaux de la recherche. Medknow acheté en 2011 pour un montant non communiqué par Wolters Kluwer, une société multinationale basée aux Pays-Bas, un fournisseur massif et un acteur très présent dans le paysage mondial des publications médicales.

Joli travail, vraiment puisque des versions similaires du même papier étaient acceptées par 157 des 304 revues contactées par M. Cobange. Un beau succès puisque le texte n'avait été refusé que par 98 autres revues. Les autres – 49 – n'avaient pas répondu à l'auteur, ou n'avaient pas encore répondu quand M. Cobange jugea que la plaisanterie avait assez duré. En moyenne, l'acceptation pour

publication était acquise au bout de quarante jours et le refus au bout de vingt-quatre. Au total, 36 revues seulement avaient fait des commentaires laissant comprendre qu'elles pressentaient de fortes carences et/ou une anguille sous roche. La salubrité publique voudrait que la liste de ces dernières soit connue et que leurs rédactions soient félicitées.

Plaisanterie car Ocorrafoo Cobange n'existe pas. Pas plus que son Wasee Institute of Medicine dans la bonne ville d'Asmara. Et l'on peut d'ores et déjà parler du scandale Cobange; grâce à John Bohannon, journaliste à *Science*. Où il vient d'éclairer les coulisses de son dramatique canular.¹ Il révèle aujourd'hui que son pseudo-article comportait des erreurs d'un niveau détectable par un jeune étudiant de biologie; et nombre de «chiffons rouges»: incompatibilité entre la première légende du graphique proclamant la découverte d'un effet anticancer de la molécule testée – et ce alors même que le tableau de données montre clairement l'inverse.

Ce canular n'était pas gratuit: il visait à faire le procès en place publique de l'épidémie des revues électroniques en *open access* (accès libre sur internet) qui offrent leurs contenus mais qui font payer leurs auteurs. Depuis dix ans, le monde de la publication scientifique est en complète mutation-recomposition. Divers modèles économiques y coexistent du fait notamment de la révolution numérique. Ceux qui tenaient hier encore le haut du pavé tentent, ici ou là, des expériences qu'ils auraient alors volontiers qualifiées de contre-nature. Quant aux cher-

cheurs, ils assistent à l'émergence d'une foule de revues en ligne auxquelles ils adressent leurs manuscrits pour publication après examen par des spécialistes – le plus souvent, donc, en payant. L'enjeu pour eux est crucial: ces publications conditionnent leur avancement. C'est, on le sait, publier ou périr. Qui choisirait de ne pas publier? Même s'il faut payer.

«Parmi les revues qui ont accepté le canular, certaines sont éditées par des géants de l'édition scientifique comme Elsevier, mais aussi par l'Université de Kobe au Japon, ou le *Journal of Experimental & Clinical Assisted Reproduction* (www.jexclinassistreprod.com/)

... ce qui nous est vendu comme gratuit ne l'est bien évidemment pas. Le prix à payer est ailleurs ...

qui, comme son nom l'indique, n'a rien à voir avec l'étude proposée et présente pourtant tous les aspects de la revue sérieuse, observe sur son blog² Sylvestre Huet, journaliste scientifique travaillant à *Libération*. Pour résister à la confiscation des articles scientifiques par des revues éditées par des entreprises privées qui se gavent et réduisent la diffusion du savoir par des tarifs prohibitifs, des chercheurs, des responsables de bibliothèques universitaires, et les Académies des sciences, ont fait un rêve: l'*open access*. Un rêve de science partagée. Un rêve de diffusion du savoir académique payé par les deniers publics. Un rêve en conformité avec la place de plus en plus grande que la science doit prendre dans les décisions publiques et politiques, qu'il s'agisse de décider des politiques énergétiques, de la gestion des risques naturels et technologiques, des médicaments... Partout, l'idée qu'il faut fonder les décisions sur la science expertisée fleurit. Mais encore faut-il avoir confiance dans le système qui les produit.»

Or, les revues en accès libre ont aussi fait l'objet d'une prédation capitaliste. Des sociétés privées ont fondé en quelques années des milliers de revues. L'annuaire ad hoc en affiche près de dix mille. Des comités éditoriaux existent, plus ou moins fantomatiques. Nous sommes (au bas mot) des dizaines de milliers à recevoir par courrier électronique des propositions pour devenir des *reviewers*. La façade semble scientifiquement solide. Mais le mensonge est à tous les étages comme vient de le montrer le canular de *Science*.

Science, revue-phare de l'Association américaine pour l'avancement des sciences (AAAS) et clef de voûte de la cathédrale du savoir dans le ciel de la raison? Ce serait sans doute trop simple puisque l'image de

Science

Breaking News, World News and Analysis

